

**Etude de document – des visions de la guerre qui divergent au sein même de l'armée française.****Document 1 : Manifeste publié en 2000 par 521 officiers généraux ayant servi en Algérie (extraits)**

En Algérie, l'armée française s'est trouvée aussi confrontée à une forme de guerre radicalement nouvelle, directement issue de la pratique marxiste-léniniste. Celle-ci consiste en particulier à prendre en otage la population civile et à la mettre en première ligne.

Non seulement elle ne distingue plus les combattants des civils, mais elle contraint par la terreur les civils à dissimuler, protéger, assister les combattants et à les faire adhérer à la cause de leurs bourreaux. Face à cette menace mortelle, les autorités politiques ont confié à l'armée la charge de réduire l'adversaire et de protéger la population par tous les moyens et dans les délais les plus brefs. Sans aucune autre directive, l'armée française a mené son combat avec une totale efficacité dans l'honneur et la dignité. Certains, pendant la bataille d'Alger en particulier, ont été confrontés à un dilemme : se salir les mains en interrogeant durement de vrais coupables ou accepter la mort certaine d'innocents. S'il y eut des dérives, elles furent marginales et en contradiction même avec les méthodes voulues et les objectifs poursuivis par la France et son armée ; alors que c'est au nom de leurs principes de guerre que les terroristes et même les combattants du FLN mutilaient et massacraient par l'attentat et l'assassinat femmes, enfants, population civile tant algérienne qu'européenne.

**Document 2 : Ils avaient vingt ans, ils racontent « leur » Algérie Nordéclair le 18/03/2012 à 00h00**

« Son grand-père était « le héros de la famille ». Sa photo trônait dans le salon. « Pour notre génération, 39/45 était aussi très présent puisque nos parents l'avaient vécu. Des guerres justes, des victoires, des souvenirs qu'on s'appropriait ».

Rien de tel avec cette guerre d'Algérie qui allait propulser Lucien Delobel de l'autre côté de la Méditerranée, à 19 ans. Sa guerre à lui, sa guerre de « malgré lui », comme il dit, n'a jamais alimenté la mémoire familiale. « Quand je suis rentré, je ne voulais qu'une chose, reprendre ma vie où je l'avais laissée en partant. Oublier. Et personne ne m'a vraiment posé de questions. Tout le monde voulait passer à autre chose ». Lucien retrouve son boulot de garagiste, tente d'enfouir ses souvenirs. Peine perdue. « Cette histoire est inscrite en moi, comme un tatouage. Je n'oublierai jamais la terreur quand on patrouillait, l'odeur des cadavres, les corps suppliciés, les copains disparus, les Algériens massacrés dans des conditions tout aussi atroces. Par des militaires français ou par d'autres Algériens » égrène l'ancien appelé en Grande Kabylie entre 1958 et 1960. Pour Lucien, pas de distinction dans l'horreur. Et la conviction d'avoir participé à une « guerre immorale et sale ».

**Document 3 : Torture en Algérie : le remords du général Jacques Massu par Florence Beaugé,**

Le Monde, mercredi 21 juin 2000 « La torture est-elle indispensable en temps de guerre ? Non, répond le général Massu, qui aujourd'hui n'hésite pas à affirmer : " Quand je repense à l'Algérie, cela me désole, on aurait pu faire les choses différemment. " Ce qui provoque cette surprenante confidence du général Massu, c'est la publication, en première page du Monde du 20 juin, du témoignage d'une ancienne " **fellagha** ", Louisette Ighilaghiz. Capturée par l'armée française, le 28 septembre 1957 cette jeune kabyle, âgée de vingt ans à l'époque des faits, expliquait qu'elle avait été transférée, grièvement blessée, à l'état-major de la 10e division parachutiste de Massu, au Paradou Hydra, un quartier de la capitale. Louisette Ighilaghiz a passé là trois mois, " allongée nue, toujours nue ", et a été torturée pratiquement sans interruption de fin septembre à fin décembre 1957. (...) Interrogé sur les propos de Louisette Ighilaghiz, le général Massu, qui, avec constance depuis 1971, a toujours reconnu publiquement l'usage de la torture en Algérie, répond qu'il ne se souvient pas de cette histoire particulière. Il accorde cependant du crédit à un récit témoignant d'une réalité qui " faisait partie d'une certaine ambiance à Alger ", et qu'aujourd'hui il regrette. En revanche, le général Bigeard dément tout en bloc et parle de " tissu de mensonges " .